

**Nations unies - Libéria -
Intervention au Conseil de sécurité
du représentant permanent de la
France auprès des Nations unies
(New York, 19 avril 2018)**

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier le Sous-secrétaire général des Nations unies, Monsieur Zouev, et la Représentante permanente adjointe suédoise pour leurs interventions très éclairantes, comme je voudrais remercier Monsieur Chid Liberty pour son témoignage important et particulièrement encourageant.

Monsieur le Président,

La France salue l'achèvement du mandat de la mission des Nations unies au Libéria.

Le retrait de la MINUL illustre le fait que la mission qui lui était confiée a bien été remplie. Alors que les Nations unies sont si souvent et si injustement clouées au pilori, il s'agit là d'un nouveau succès pour le maintien de la paix, pour le Conseil de sécurité et pour les Nations unies dans leur ensemble. Ce succès s'inscrit dans le sillage de ceux récemment obtenus en Côte d'Ivoire, au Sierra Leone ou encore en Haïti. La MINUL avait été établie en 2003, avec le mandat d'assurer le respect du cessez-le-feu. Elle a, tout au long de ses 15 ans de présence sur le terrain, apporté une contribution décisive à la stabilisation du Libéria.

Je souhaite saisir cette occasion pour rendre un hommage appuyé à tous les personnels des Nations unies qui ont participé à cette mission et permis de construire son succès jour après jour sur le terrain, aux premiers rangs desquels le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Monsieur Farid Zarif. Je veux également saluer la mémoire des deux cents casques bleus qui ont perdu la vie au Libéria. Le chemin considérable parcouru par ce pays depuis 2003 donne tout son sens à leur sacrifice.

Le succès de la MINUL doit constituer une source d'inspiration pour ce Conseil, alors que d'autres missions de maintien de la paix sont déployées dans des environnements difficiles ou font face à des défis dans l'accomplissement de leurs mandats. Il nous rappelle combien la recette du succès réside autant dans la force de l'engagement de ce Conseil, qui a maintenu une mission pendant 15 ans au Libéria, que dans la mise en oeuvre sur le terrain d'un véritable processus de réconciliation nationale sans lequel une stabilisation à long terme n'est pas possible.

Monsieur le Président,

Le départ de la MINUL ne marque pas la fin de la présence des Nations unies au Libéria, bien au contraire.

Il ouvre le chapitre d'une nouvelle forme d'appui de la part du système des Nations unies, avec des structures et des instruments plus adaptés aux besoins actuels de la population libérienne. Le travail d'accompagnement assuré par l'équipe-pays des Nations unies sur place, en étroite coopération avec la configuration-Libéria de la Commission de consolidation de la paix, se poursuivra donc.

Il est également déterminant que la communauté internationale au sens large continue de soutenir le Libéria, aux côtés de ce dispositif onusien renouvelé. C'est un élément indispensable pour pérenniser les résultats remarquables obtenus jusqu'ici, promouvoir le développement du pays et y créer des emplois, comme l'a si bien dit Monsieur Liberty. Cela s'inscrit également pleinement dans la vision du Secrétaire général en faveur d'une mobilisation de la communauté internationale tout au long du cycle du conflit, à laquelle nous souscrivons pleinement.

Monsieur le Président,

Le Libéria a récemment pu montrer l'ampleur des progrès qu'il avait réalisés sur le chemin de la démocratisation et de la stabilisation.

La tenue des dernières élections dans un climat apaisé constitue une réalisation majeure à mettre au crédit de l'ensemble des acteurs libériens. Elle marque la première transition pacifique entre deux présidents élus démocratiquement depuis le début de la guerre civile. C'est pour nous le signe que le Libéria a bien tourné cette page et qu'il jouit aujourd'hui d'une véritable maturité démocratique.

L'alternance que vient de connaître le Libéria répond en outre aux aspirations profondes du peuple libérien. Elle constitue un moment réellement historique. La France a fait part de sa volonté d'accompagner le Président Weah dans la réalisation des orientations ambitieuses qu'il a définies pour son pays. Nous appelons ainsi l'ensemble des partenaires du Libéria à soutenir le plan de développement national adopté par le nouveau gouvernement.

Quelle que soit l'ampleur des avancées réalisées jusqu'ici, nous ne devons toutefois pas sous-estimer les défis auxquels le Libéria doit encore faire face sur le chemin du développement et de la paix durables.

Ces défis concernent tout autant la lutte contre la corruption que la réconciliation nationale ou

encore la gouvernance, à travers notamment la reconstitution et l'opérationnalisation des forces armées libériennes. Ces défis portent également sur le respect des droits humains et notamment sur la situation des femmes, qui ne saurait être jugée satisfaisante tant que des progrès considérables n'auront pas été réalisés dans le combat contre les violences liées au genre.

La stabilisation durable du pays exige également une action vigoureuse en matière de lutte contre l'impunité. Elle ne saurait non plus faire l'économie d'une action volontariste pour traiter les causes profondes du conflit.

Monsieur le Président,

Notre réunion d'aujourd'hui célèbre donc un vrai succès, celui de la MINUL au service du Libéria et de son peuple. Ce succès n'est toutefois qu'une étape sur le chemin du développement et de la stabilisation durables du Libéria.

Comme l'a souligné le Président Macron au Président Weah lors de sa visite à Paris fin février, la France se tient résolument aux côtés de ses partenaires libériens pour continuer à avancer dans ce sens. Je vous remercie./.